



Volet B

**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte**

Rése
au
Monit
belg



19061125

Déposé / Reçu

24 AVR. 2019

Greffe

au greffe du tribunal de l'entreprise
francophone de Bruxelles

N° d'entreprise : 0427.086.627

Dénomination

(en entier) : THE EUROPEAN GAMING AND AMUSEMENT FEDERATION

(en abrégé) : EUROMAT

Forme juridique : AISBL

Siège : Rue du Luxembourg 22-24, 1000 Bruxelles

Objet de l'acte : Modification des statuts

I. Il ressort de l'Assemblée Générale du 2 juin 2017, tel qu'approuvé par la décision de l'Assemblée Générale du 4 juin 2018, que les statuts de l'association ont été modifiés comme suit:

Dans les présents Statuts

L'«Association» désigne l'European Gaming and Amusement Federation (Euromat);

Un «Délégué» est un représentant de toute association membre;

On entend par «Jeux de hasard», des divertissements impliquant des jeux de hasard avec ou sans récompense en argent;

On entend par «Quorum», le nombre minimum d'associations membres ou de votes nécessaires pour qu'une décision soit approuvée par le comité de direction ou par l'assemblée générale;

Le «Secrétariat» est l'équipe professionnelle responsable du fonctionnement quotidien de l'Association. Plus spécifiquement, le Secrétariat est chargé des tâches suivantes:

- Préparation de tous les documents à produire sous la supervision du Président;
- organisation des réunions du comité de direction et des assemblées générales annuelles;
- rédaction de documents et propositions sous la supervision du Président;
- gestion et mise à jour du site Web de l'Association;
- expédition des factures aux associations membres et aux entreprises membres, collecte et administration des redevances;
- gestion des contacts avec le secteur et la presse générale.

Le «Secrétaire Général» est un membre à part entière sans droit de vote du comité de direction. En tant que Responsable Administratif de l'Association, le Secrétaire Général est responsable de la gestion quotidienne du Secrétariat. Sur délégation du Président, conformément aux directives du Comité de Direction, le Secrétaire général peut représenter l'Association devant des tiers. Il est laissé à la discrétion du Président de définir les termes de ces engagements par écrit ou autrement.

Un «Règlement Intérieur» est une règle supplémentaire qui peut être appliquée aux procédures de réunion sans qu'il soit nécessaire de modifier les Statuts.

Le comité de direction a le pouvoir de publier le «Règlement Intérieur» traitant de tout sujet spécifique ou général. Toute Règle ou Procédure Interne doit être conforme aux dispositions des présents Statuts.

En cas de doute ou d'incohérence, les dispositions des présents Statuts prévalent sur celles du Règlement Intérieur. Les amendements au Règlement Intérieur peuvent être apportés par un vote à la majorité des deux tiers des membres du comité de direction.

ARTICLE 1 : DENOMINATION, SIEGE SOCIAL ET DUREE

1.(a) Il a été constitué une association qui portera le nom de « The European Gaming and Amusement Federation » (« l'association ») et, en abrégé, « Euromat ».

(b) L'association sera inscrite auprès de la Commission de l'UE et son siège social sera sis à Rue du Luxembourg 22-24, B – 1000 Bruxelles situé dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Le siège social de l'association peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du comité de direction vise l'article 5, à publier dans les annexes du Moniteur Belge.

(c) L'association est constitué pour une durée indéterminée.

(d) L'Association a le statut d'une " Association Internationale sans But Lucratif (AISBL)" et est régie par le titre III de la loi du 27 juin 1921 sur les associations (internationales) et les fondations .

ARTICLE 2 : OBJET DE L'ASSOCIATION

2.(a) Les objets de l'Association sont de nature essentiellement scientifique et pédagogique, et consisteront notamment à :

- encourager les études, recherches et échanges et la transmission d'informations dans le domaine des jeux de hasard et appareils de divertissement en Europe ;
- agir dans tous les domaines pertinents de telle manière à promouvoir les intérêts de toutes les sections du secteur des jeux de hasard et appareils de divertissement, partout en Europe, sans préjudice du caractère scientifique de l'association ; et
- notamment, consulter l'UE et les autres autorités pour le compte des membres de l'Association et négocier avec elles.

(b) L'association ne s'engagera dans aucune activité commerciale.

(c) Au cours de toute activité nécessaire ou contribuant à la réalisation de ses objets, l'Association peut acquérir tout bien mobilier ou immobilier, souscrire des engagements contractuels, accepter des donations, vendre ou octroyer des droits à ses biens, ou prendre des hypothèques sur ou transférer tout bien, conformément aux dispositions légales et aux présents statuts.

ARTICLE 3 : ADHESION- MEMBRES

3.(a) L'Association est composée d'un nombre illimité d'entreprises membres et d'associations membres.

Les Membres exercent tous les droits qui leur sont expressément reconnus par les présents Statuts. Ils ne contractent aucune responsabilité personnelle découlant de leur adhésion à l'Association.

(b) L'adhésion à l'Association en tant que association membre sera uniquement ouverte aux associations nationales européennes, légalement constituées conformément aux lois et usages de leur pays respectifs, qui remplissent les conditions requises par les dispositions ad hoc de cet article. Les pays en tant que tels ne peuvent pas adhérer à l'Association, et toute référence dans les présents statuts à un « pays membre » ou à un « pays adhérent » sera uniquement interprétée comme une référence à un pays ayant une ou plusieurs associations nationales qui sont elles-mêmes membres de l'Association.

(c) Les associations membres s'engagent à agir à tout moment dans le plein respect des objets de l'Association et des décisions prises par l'assemblée générale, conformément aux Statuts, et aux Règles et Procédures Intérieures.

(d) Par la suite, l'adhésion sera ouverte de plein droit à toute autre association nationale européenne, que ce soit au sein de l'UE ou en dehors, qui est concernée par les jeux de hasard et appareils de divertissement de toutes natures et qui convainc l'assemblée générale que :

- (1) elle est autonome et entièrement indépendante à tous égards ;
- (2) elle est active au niveau national et reconnue dans son propre pays comme étant représentatives proportion non négligeable du secteur des jeux de hasard et des appareils de divertissement, ou d'un sous-secteur spécifique du secteur des jeux de hasard et des appareils de divertissement, dans ce pays ; et
- (3) dans le cas d'une association établie dans un pays déjà représenté au sein de l'Association par une ou plusieurs associations concernées par le même secteur des jeux de hasard et des appareils de divertissement, elle existe depuis au moins trois ans.

(e) Les entreprises actives dans le secteur des jeux en tant qu'exploitants ou fabricants d'appareils de jeux, ainsi que les organisations à visée commerciale ayant un intérêt légitime dans le champ et les activités de l'Association sont éligibles au statut d'entreprise membre.

(f) Toute demande d'adhésion sera adressée par écrit au Secrétariat de l'Association et sera traitée par le comité de direction de la manière suivante :

(1) Si la demande émane d'une association établie dans un pays déjà représenté au sein de l'Association par une ou plusieurs associations, la ou les associations membres existantes seront consultées et invitées à donner leur avis pour déterminer si l'association candidate remplit les exigences des paragraphes (c) (1) (2) et (3) de cet article. La décision finale d'admettre une seconde association d'un Etat membre est du ressort exclusif du comité de direction.

(2) Pour toute autre demande, le Président procédera ou sera amené à procéder aux enquêtes qu'il estimera nécessaires pour déterminer si l'association candidate remplit les conditions d'adhésion requises, et approuvera la demande si le comité de direction est assuré que les exigences des paragraphes 3(c) (1), (2) et (3) de cet article sont satisfaites, et sous réserve de réception, des engagements mentionnés au paragraphe 3(b).

Tout candidat dispose d'un droit de recours par-devant l'assemblée générale en cas de refus de sa demande.

Toute acceptation d'un nouveau membre sera ratifiée par la prochaine assemblée générale.

(3) Les demandes d'adhésion d'entreprises sont soumises à l'approbation du comité de direction conformément aux règles de vote généralement admises par le comité de direction.

(g) Une association membre ou une entreprise membre peut à tout moment remettre sa démission de l'Association en envoyant au Secrétariat par courrier recommandé un avis écrit annonçant son intention, et cette démission prendra effet trois mois civils après sa réception.

(h) Une association membre ou une entreprise membre peut être exclue l'Association si l'assemblée générale constate qu'elle a agi contrairement aux statuts ou en violation de l'engagement souscrit précédemment envers l'Association ou si elle cesse d'exister ou de remplir les conditions d'adhésion requises conformément aux articles (3) (c) (1) et (2) ou agit d'une manière portant préjudice à l'Association et à l'industrie.

Lorsqu'il est proposé d'exclure une association membre ou une entreprise membre en vertu de cet article, cette association :

(1) sera averti au moins un mois civil d'avance de la date de l'assemblée générale à laquelle la proposition sera traitée ;

(2) sera simultanément informée des motifs à l'origine de la proposition d'exclusion; et

(3) aura le droit d'assister à l'assemblée et de prendre la parole pour son propre compte, mais ne sera pas autorisé à émettre son vote sur la proposition ni sur toute autre question à l'ordre du jour jusqu'à ce que sa situation ait été décidée.

(i) Toute proposition d'exclusion d'une association membre ou une entreprise membre en vertu de cet article ne fera pas l'objet d'un vote dans un premier temps, sauf si au moins les trois quarts des associations membres de l'Association sont représentées à l'assemblée. Si le quorum requis n'est pas atteint, l'examen de la proposition sera reporté à la prochaine assemblée au cours de laquelle une décision pourra être prise par au moins la moitié des associations membres.

(j) Une décision d'exclusion d'une association membre ou une entreprise membre, prise par l'assemblée générale, sera aussitôt communiquée à cette association par le Secrétariat. Cette communication sera envoyée par courrier recommandé à l'adresse enregistrée de l'association concernée et prendra effet une semaine après la date à laquelle elle a été envoyé.

(k) Une association membre ou une entreprise membre qui a démissionné ou a été exclue de l'Association en vertu de cet article ne pourra exercer de recours à l'encontre de l'Association ni être exonérée de son obligation de payer à l'Association toute somme dont elle est redevable en vertu des dispositions de l'article 11, à la date à laquelle cette démission ou exclusion prend effet.

ARTICLE 4 : PRESIDENT, PREMIER VICE-PRESIDENT ET TRESORIER

4. (a) Les administrateurs principaux de l'Association, qui sont des personnes compétentes et convenables, seront le Président, le Premier Vice Président et le Trésorier. Le Président et le premier Vice-Président peuvent accomplir au maximum deux mandats consécutifs. Ils peuvent être réélus à une date ultérieure. Ils exercent leurs fonctions pendant une durée de deux ans et peuvent être réélus. Le Président présidera l'Association et agira pour son compte et en son nom, conformément aux présents statuts et à la politique fixée en temps opportun par le comité de direction, et l'assemblée générale.

(b) Le Président convoquera toutes les réunions du comité de direction et de l'assemblée générale et, en consultation avec le Secrétariat, il décidera la date, l'heure et le lieu de ces réunions. Si une question sur laquelle l'assemblée générale n'est pas parvenue à prendre une décision, le Président convoquera dans les meilleurs délais une réunion spéciale de l'assemblée générale pour examiner la question.

(c) En cas d'absence ou d'incapacité du Président, le Premier Vice-Président ou, à défaut, le Trésorier, le remplacera pour toutes les questions.

(d) Le Président, le Premier Vice-Président et le Trésorier seront élus en temps opportun par l'assemblée générale et, sous réserve des dispositions des paragraphes (e) et (f) du présent article, exerceront leur mandat pendant une durée de deux ans. La première élection se tiendra lors de la réunion inaugurale de l'Association et des élections ultérieures auront lieu entre le 1er janvier et le 31 mai un an sur deux.

Les membres candidats, qui sont des représentants d'une ou de plusieurs associations membres, peuvent seulement être élus si leur candidature respective est appuyée par leur propre association et au moins deux autres associations membres de pays différents.

(e) Les administrateurs principaux doivent être, au moment de leur élection et tout au long de leur mandat respectif, les représentants d'une ou de plusieurs des associations membres et être de nationalités différentes. Si l'un d'eux cesse d'exercer ses fonctions au sein de son association nationale, il prouvera aussitôt par écrit le soutien continu de son association commerciale nationale.

(f) Les administrateurs principaux, ou n'importe lequel d'entre eux, peuvent être révoqués à tout moment par une majorité de trois quarts des votes émis lors de l'assemblée générale au cours de laquelle au moins trois quarts des associations membres de l'Association autorisées à voter sont représentées.

ARTICLE 5 : COMITE DE DIRECTION

5.(a) Il sera constitué un comité de direction de l'Association se composant du Président, du Premier Vice-Président, du Trésorier, du Secrétaire Général et jusqu'à six autres délégués représentant toutes les catégories de membres énumérées à l'article 7(b), le cas échéant. Il ne peut y avoir plus de deux représentants du même pays au sein du comité de direction. Les autres délégués sont qualifiés de Vice-Présidents. Le comité de direction sera élu par l'assemblée générale et exercera ses fonctions pendant une durée de deux ans (élections ordinaires). Ses membres peuvent être réélus. Le Président convoquera et présidera les réunions du comité de direction comme requis, et convoquera une réunion du comité à la demande écrite d'au moins 3 de ses membres.

(b) Afin d'assurer la continuité de l'expérience, le comité de direction se réserve le droit de désigner d'anciens membres du comité en qualité de conseillers sans qu'ils détiennent un quelconque droit de vote.

(c) Afin de garantir les niveaux d'expérience requis, le Président se réserve le droit de désigner des consultants parmi les membres, en qualité de conseillers sans qu'ils détiennent un quelconque droit de vote.

(d) Les fonctions et les droits du comité de direction consisteront à :

(1) accomplir des tâches qui peuvent lui être déléguées spécifiquement confiées par l'assemblée générale;

(2) conseiller l'assemblée générale sur toutes les questions devant être examinées par l'assemblée générale ;

(3) être responsable de l'administration générale de l'Association, conformément aux directives et à la politique définies par l'assemblée générale, et

(4) examiner les demandes d'adhésion ;

(5) détenir en toute circonstance des droits élargis d'inspection de tous les documents de l'Association, qu'ils soient financiers, politiques ou juridiques.

(e) Tous les documents juridiques qui engagent l'Association ne seront valides que qu'ils sont signés par le Président et l'un des autres administrateurs principaux ; ces derniers ne doivent pas fournir la preuve de leurs pouvoirs aux tiers. Toute actions en justice impliquant l'Association, tant en défendant qu'en demandant, sera intentée par le comité de direction représenté par le Président ou le Premier Vice-Président ou par délégation écrite expresse du Président.

(f) A toutes les réunions du comité de direction, un quorum sera constitué par la moitié de ses membres. Tout membre absent peut se faire représenter en donnant à un autre membre une procuration aux fins de voter à sa place. Les décisions seront prises à la majorité simple des votes. En cas de parité des votes, le Président disposera d'une seconde voix prépondérante.

(g) Les décisions du comité de direction seront consignées par écrit dans un procès-verbal de la réunion signé par le Président. Le procès-verbal sera conservé au siège de l'Association.

(h) Sous réserve de l'approbation préalable du comité de direction et des règles normales de prise de décisions, les décisions peuvent être prises par écrit ou au cours d'une conférence téléphonique.

Le mandat d'un membre du comité de direction peut prendre fin comme suit:

- la démission de la personne, avec un préavis écrit de 30 jours au comité de direction,
- expiration du mandat (après 2 ans),
- la mort,
- la dissolution de l'Association,
- faillite, insolvabilité, incapacité civile ou administration provisoire,
- révocation par l'Assemblée générale.

Le quorum requis est spécifié à l'article 8. Tout membre absent peut se faire représenter en donnant un pouvoir de procuration à un autre membre pour qu'il puisse voter à sa place. Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas d'égalité des voix, le président dispose d'une seconde voix et d'une voix prépondérante.

En cas de vacance, l'association membre dont le siège a été vacant peut choisir de remplacer le membre du comité de direction par une autre personne de l'Association. Alternativement, si le siège reste vacant, le comité de direction peut nommer un membre du comité de direction existant pour remplacer la personne qui a quitté ses fonctions jusqu'à la fin du mandat.

Des dispositions supplémentaires concernant les postes vacants figurent dans les Règles et Procédures Internes.

ARTICLE 6 : ASSEMBLEE GENERALE

6. (a) L'assemblée générale constituera l'organe directeur de l'Association. Ses tâches consisteront à :

- (1) formuler la politique générale de l'Association conformément aux objets stipulés à l'article 2 ;
- (2) étudier et prendre des décisions sur toutes les autres questions pertinentes pouvant lui être soumises ;
- (3) ratifier les demandes d'adhésion, telles que proposées par le Comité de Direction et,
- (4) examiner les propositions d'exclusion des associations membres ou ;
- (5) traiter toutes les modifications des statuts et/ou du règlement intérieur visées à l'article 11 et 12 ;
- (6) déterminer les montants des cotisations ;
- (7) élire les administrateurs principaux et jusqu'à six autres délégués du comité de direction représentant, le cas échéant, chaque catégorie de membre, telle qu'énumérée à l'article 7(b).

Sauf en cas d'extrême urgence, ou d'accord pris par une majorité des trois quarts de votes émis, aucune question ne sera décidée à l'assemblée générale, à moins qu'un avis à cette fin n'ait été dûment notifié à chaque association membre, conformément au paragraphe (e) de cet article.

(b) L'assemblée générale se composera du Président, du Premier Vice-Président, du Trésorier et de tout autre délégué désigné par les associations membres conformément à la formule définie au paragraphe suivant.

L'assemblée générale peut, à sa discrétion :

(1) désigner comme Président d'honneur de l'assemblée générale toute personne qui est un ancien Président l'assemblée générale ;

(2) désigner comme délégué d'honneur auprès de l'assemblée générale toute personne qui est reconnu comme ayant rendu un service méritoire à l'Association, et dont le nom a été communiqué par écrit au Secrétariat au moins trois mois avant la date de l'assemblée générale à laquelle la désignation doit être examinée.

Tout Président d'honneur ou tout délégué d'honneur ainsi désigné continuera d'exercer ce mandat tant qu'il demeurera lié au secteur des jeux de hasard et des appareils de divertissement et sera autorisé à recevoir les avis et à assister aux réunions de l'assemblée générale et du comité de direction.

(c) Chaque pays adhérent aura droit à un nombre de délégués égal au nombre de votes qui lui reviennent au titre de l'article 7. Si un pays adhérent est représenté par au moins deux associations, celles-ci peuvent désigner des délégués proportionnellement à leur quote-part respective dans les voix revenant au pays, comme stipulé à l'article 7, pour autant que toute association de ce type ait le droit de désigner au moins un délégué.

(d) Chaque association membre transmettra par écrit au Secrétariat, pour le 30 novembre de chaque année au plus tard, les noms du ou des délégués qui la représenteront pendant l'année suivante. Si aucun délégué n'est désigné à cet effet, une association membre peut désigner un suppléant pour agir en son nom.

(e) L'assemblée générale se réunira aussi souvent que nécessaire ou requis en vertu du paragraphe (f) du présent article et en tout cas, au moins une fois par an. Les réunions se tiendront aux dates, heures et lieux que le Président fixera en consultation avec le Secrétariat, et sauf en cas d'urgence impérieuse, un avis écrit, accompagné d'une copie de l'ordre du jour de la réunion, sera envoyé au moins 28 jours avant chaque réunion par le Secrétariat à chaque association membre, qui avertira elle-même les différents délégués désignés par l'Association.

(f) Au moins trois associations membres ont le droit, en transmettant un avis écrit au Secrétariat, d'exiger la convocation d'une assemblée générale à une fin à spécifier dans l'avis. Dès réception d'un tel avis, le Secrétariat en avertira aussitôt le Président, qui convoquera une réunion à cet égard qui se tiendra dans un délai de maximum huit semaines à compter de la réception de l'avis.

(g) Le ou les secrétaires de l'Association et le secrétaire de chaque association membre aura le droit ex officio d'assister à toutes les réunions de l'assemblée générale. « Secrétaire » désigne la personne chargée de la gestion et de l'administration quotidiennes d'une association membre, quel que soit le titre sous lequel elle est connue.

(h) Les représentants des entreprises membres peuvent assister aux réunions de l'assemblée générale. Ils n'ont pas le droit de vote.

(i) L'assemblée générale peut, si elle le juge opportun, désigner parmi ses membres des sous-comités auxquels elle peut déléguer les tâches d'étude sur des questions particulières et de recherche de solutions. Les sous-comités agiront dans le respect le plus strict des attributions qui leur ont été octroyées par l'assemblée générale.

ARTICLE 7 : VOTE

7.(a) Le nombre de voix attribuées aux pays membres est fixé par l'assemblée générale. Chaque pays membre disposera au moins de deux voix. Si tout autre pays devient par la suite adhérent, il disposera du nombre de voix que l'assemblée générale jugera opportun de lui octroyer.

(b) Les voix seront réparties sur la base de l'évaluation de l'importance de secteur des jeux de hasard dans un pays spécifique. La répartition des voix repose sur cinq catégories :

- i. Les membres de la catégorie A se verront attribuer 12 voix chacun.
- ii. Les membres de la catégorie B se verront attribuer 8 voix chacun.
- iii. Les membres de la catégorie C se verront attribuer 6 voix chacun.
- iv. Les membres de la catégorie D se verront attribuer 4 voix chacun.
- v. Les membres de la catégorie E se verront attribuer 2 voix chacun.

(c) Indépendamment de l'attribution de voix telle qu'exposée au point (b), les membres souhaitant changer de catégorie peuvent demander l'approbation de l'assemblée générale. Cette dernière décidera à sa discrétion, sur la base d'une proposition du comité de direction.

(d) Les votes seront émis par les associations individuelles et non par les pays, et si un pays adhérent est représenté par deux ou plusieurs associations, elles conviendront si possible entre elles de la manière dont les votes de leurs pays doivent être répartis entre elles. S'il est impossible de parvenir à un accord, la question sera tranchée par l'assemblée générale sur la base des principes démocratiques, pour autant que chaque association ait au moins une voix.

(e) Aux réunions de l'assemblée générale,

(1) les élections des administrateurs principaux et des six autres membres du comité de direction nécessiteront en premier lieu une majorité de deux tiers des votes émis ; mais si le scrutin ne produit pas la majorité requise, la question sera tranchée à la majorité simple au second scrutin.

(2) sauf stipulations contraires dans les statuts, toutes les autres questions nécessiteront la majorité simple des votes émis ;

(3) une association membre peut donner une procuration écrite à une autre association membre pour voter à l'assemblée générale.

(f) Nonobstant les dispositions précitées de cet article, si une décision doit être prise à propos de toute question pour laquelle il est proposé que l'Association présente des observations de toute nature aux autorités de l'UE, seules les associations membres ayant leur siège dans des pays qui font partie des membres effectifs ou associés de l'Union européenne seront autorisées de voter.

(g) Toutes les décisions de l'assemblée générale, dûment signées par le Président seront consignées dans le procès-verbal de la réunion conservé au siège de l'Association. Chaque membre reçoit une copie du procès-verbal de la réunion par courrier électronique. Les membres peuvent consulter les procès-verbaux dans la section réservée aux membres du site Web de l'Association ou au Secrétariat.

(h) Sous réserve de l'approbation préalable de l'assemblée générale et des règles décisionnelles normales, les décisions peuvent être prises sous forme écrite.

ARTICLE 8 : QUORUM

8. Sauf stipulations contraires spécifiques dans les présents statuts, le quorum pour toute réunion de l'assemblée générale se définit comme les associations membres représentant entre elles au moins la moitié du nombre total des voix actuellement attribuées en vertu des dispositions de l'article 7.

Si un quorum n'est pas atteint dans un délai d'une heure à compter de l'heure prévue pour le début de la réunion, la réunion sera reportée à une date à fixer, et à la réunion reportée, le quorum s'élèvera à un tiers du nombre total des voix ainsi attribuées.

ARTICLE 9 : SECRETARIAT

9. Le Secrétariat sera responsable de la gestion quotidienne des activités de l'Association, sous la direction du Président et du comité de direction.

ARTICLE 10 : ASPECTS FINANCIERES

Les fonds ne peuvent être utilisés que pour promouvoir l'objectif de l'Association.

10.(a) Les dépenses administratives encourues, ou susceptibles d'être encourues, par ou pour le compte de l'Association, dans l'exécution de ses fonctions en vertu des présents statuts, et toute autre dépense que l'assemblée générale peut autoriser, seront réglées au moyen des cotisations annuelles des associations membres et versées dans les fonds de l'Association ou des fonds collectées de commun accord en vue de projets spécifiques dans des circonstances exceptionnelles. Le montant des cotisations sera révisé par l'assemblée générale en temps opportun et consistera en :

- (1) Une cotisation annuelle proportionnelle au nombre de voix dont dispose chaque association membre.
- (2) Des cotisations supplémentaires telles qu'approuvées par l'assemblée générale.
- (3) Une cotisation annuelle pour les entreprises membres.

(b) Le comité de direction peut attribuer des fonds supplémentaires à des projets spécifiques mis sur pied en cours d'année, qui doivent être ratifiés par l'assemblée générale l'année suivante.

(c) Dans le cas d'une association récemment élue comme membre, la cotisation initialement due sera réduite proportionnellement au délai non expiré de la durée par rapport à laquelle toute la cotisation serait due. En outre, une association peut, au moment où elle est pour la première fois élue comme membre, être tenue de payer une cotisation d'adhésion du montant que l'assemblée générale déterminera.

(d) La cotisation annuelle et les cotisations complémentaires dues par les associations membres ou les entreprises membres seront du montant que l'assemblée générale déterminera, et seront payables à l'Association par les associations respectives et entreprises dès réception d'une demande émanant du Secrétariat. L'assemblée générale peut accepter que certaines cotisations soient payées en deux ou trois versements.

(e) Si une association membre ou une entreprise membre omet de payer dans un délai de six mois (ou tout délai plus long que l'assemblée générale accordera, à sa discrétion) après réception d'une telle demande, toute cotisation dont elle est redevable en vertu de cet article, l'association ou l'entreprise sera réputée avoir démissionné de l'Association. Elle cessera dès lors sur-le-champ d'être membre de l'Association et ne pourra émettre aucune revendication à l'égard de l'Association, mais ne pourra être exonérée de payer à l'Association la cotisation en souffrance dont elle est redevable en vertu de cet article.

(f) Le trésorier est responsable de la gestion financière de l'Association, et supervise la gestion et l'administration de ses actifs et de ses recettes. Au moins une fois par an, le Trésorier préparera et soumettra à l'approbation de l'assemblée générale les comptes audites de toutes sommes ainsi reçues et dépensées pour le compte de l'Association, avec un budget pour l'année suivante. A chaque réunion de l'assemblée générale, le Trésorier fera rapport sur la situation financière de l'Association. L'audit des comptes sera effectué par trois délégués à cette fin par l'assemblée générale, ou, si celle-ci le décide, par une société indépendante de comptables professionnels.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DES STATUTS

11.(a) Aucune modification ni aucun ajout ne peut être apporté aux présents statuts, sauf à une réunion de l'assemblée générale dont chaque membre a reçu un avertissement écrit, qui détaillera les modifications ou ajouts proposés.

(b) Une telle proposition ne sera pas examinée en premier lieu, sauf si au moins les trois quarts des associations membres de l'Association assistent à la réunion. Si le quorum requis n'est pas atteint, le traitement de la proposition sera reporté à la prochaine réunion, lorsqu'une décision pourra être prise par une majorité simple des voix présentes.

(c) Toutes les modifications aux statuts doivent être publiées au Moniteur Belge.

ARTICLE 12 : REGLEMENT INTERIEUR ET REGLES ET PROCEDURES INTERIEURES

12. Les affaires de l'Association seront à tout moment gérées conformément au règlement intérieur à adopter par l'assemblée générale ainsi que les Règles et Procédures Intérieures à adopter par le Comité de direction.

ARTICLE 13 : LANGUES OFFICIELLES

13. La langue de travail de l'Association sera, à toutes fins, l'anglais. Toutefois, l'association étant une «Association Internationale sans But Lucratif (AISBL)» de droit belge, tous les documents devant obligatoirement être présentés dans l'une des langues nationales seront rédigés en français. La version officielle des statuts sera la version française.

ARTICLE 14 : DISSOLUTION

14.(a) L'Association ne peut être dissoute, sauf par décision de l'assemblée générale lors d'une réunion spécialement convoquée à cette fin, dont chaque association membre a reçu un avertissement écrit au moins un mois d'avance. Toute proposition de dissolution de l'Association nécessitera en premier lieu une majorité d'au moins les trois quarts des voix présentes ; si la majorité requise n'est pas obtenue, l'assemblée sera reportée à une date ultérieure et chaque association membre en sera avertie au moins un mois d'avance. Lors de l'assemblée reportée, une décision pourra être prise à la majorité simple des voix présentes.

(b) En tout état de cause, en cas de dissolution de l'Association, pour quelque raison que ce soit, son actif net sera, après liquidation, attribué à l'Assemblée générale ou aux liquidateurs. L'actif net doit être affecté à une cause aussi proche que possible des objectifs de l'association actuelle telle que définie à l'Article 3.

ARTICLE 15 : RECLAMATIONS ET DISCIPLINE

15.(a) Les investigations ou mesures disciplinaires relatives à une réclamation émise par une personne, que ce soit une association membre ou entreprise membre ou non, à l'encontre d'une association membre ou entreprise membre qui n'a pas respecté, a évité ou a enfreint directement ou indirectement l'une des dispositions contenues dans les statuts ou dans les règles et procédures intérieures en vigueur, ou qui a agi d'une manière qui pourrait jeter le discrédit sur l'industrie ou l'Association ou nuire à l'intérêt de l'industrie ou l'Association, sera traitée par les personnes auxquelles il est fait référence et de la manière prescrite ci-dessous.

(b) Si, suite à la décision de l'assemblée générale dans une procédure relative à une réclamation, un engagement exige par l'assemblée générale n'est pas honoré dans le mois civil qui suit la demande écrite du Président, l'adhésion de l'association membre ou entreprise membre a qui l'engagement a été demandé prendra fin.

Réservé
au
Moniteur
belge

Volet B - Suite

ARTICLE 16 : RECLAMATIONS A L'ENCONTRE DE L'ASSOCIATION

16. Si une association membre ou entreprise membre souhaite faire une réclamation sur le fait que l'association a agi contrairement aux dispositions des statuts ou des règles et procédures intérieures de l'Association, elle enverra les détails de la réclamation par écrit au Président, ou au Vice-Président si le Président est l'objet de la réclamation. La réclamation sera soumise dès que possible à l'assemblée générale, qui fera des investigations sur la réclamation et, si elle considère qu'elle est fondée, prendra la mesure corrective qu'elle juge nécessaire. Le Président ou, selon le cas, le Vice-Président de l'Association informera en temps utile et par écrit le plaignant des conclusions de l'assemblée générale.

ARTICLE 17 : APPELS

17.(a) Lorsqu'une association membre ou entreprise membre à l'encontre de laquelle une réclamation a été faite estime qu'un verdict ou une décision imposé(e) par l'assemblée générale, selon le cas, est injuste, cette association peut faire appel au Président par écrit dans les 14 jours qui suivent la notification du verdict ou de la sanction. L'avis d'appel exposera les motifs de l'appel et sera transmis au Président à l'adresse principale de l'Association.

(b) A la réception dudit avis d'appel, le Président le fixera à l'ordre du jour de l'assemblée générale à l'occasion de sa prochaine réunion et l'assemblée générale nommera à ce sujet une commission d'appel composée de trois membres de l'Association. Dans la mesure du possible, ceux-ci ne devront pas avoir pris part à la décision originale ou avoir un rapport avec le plaignant ou le défendeur. Les noms des membres de la commission d'appel seront communiqués sur-le-champ par le Président aux deux parties concernées par la procédure précédente. Les deux parties auront le droit dans les sept jours de s'opposer à ce qu'un des membres proposés soit inclus dans la commission d'appel. Si une telle objection est émise, l'assemblée générale nommera (de façon équitable et impartiale) une ou d'autres personnes pour remplacer le ou les membres refusé(s) par les parties au sein de la commission d'appel et il n'y aura plus d'autre droit d'opposition.

(c) Les membres de la commission d'appel finalement constituée nommeront une personne en tant que président et deux membres de la commission d'appel formeront quorum. La commission d'appel pourra prendre des dispositions quant à la procédure ou autre de façon à statuer sur l'appel d'une manière équitable et impartiale dans un délai de 21 jours suivant la réception de l'avis d'appel, pourra présenter les preuves qu'elle juge nécessaires pour la conduite appropriée, équitable et impartiale de l'appel, et notifiera au défendeur et au plaignant de la procédure et le calendrier dans les 7 jours qui suivent sa nomination. La commission d'appel pourra confirmer, modifier ou annuler le verdict original, modifier ou substituer toute exigence éventuellement imposée et substituer toute autre exigence qu'elle juge appropriée. La décision de la commission d'appel, qui sera définitive, sera communiquée sur-le-champ et par écrit par le président aux parties concernées dans les 7 jours qui suivent la décision.

Jason FROST
Président

Uwe CHRISTIANSEN
Vice-Président

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 06/05/2019 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association, la fondation ou l'organisme à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature